

ni Salonique ni Scutari en remplacement de l'Istrie et de Fiume. » Sous la pression des Croates, le Parlement de Belgrade refusait de ratifier les conventions de Nettuno. M. Nintchitch lui-même semblait lui donner raison, lorsqu'il démissionnait à la fin de 1926 en manière de protestation contre le traité de Tirana.

L'affaire de juin 1927 : la servitude diplomatique.

— Le traité de Tirana portait des fruits qui mûrissent vite. Les relations diplomatiques sont rompues entre la Yougoslavie et l'Albanie. Le gouvernement de Tirana ayant arrêté un sujet albanais employé à la légation yougoslave, le ministère de Belgrade demanda qu'il fût relaxé. On répondit par un refus, sous prétexte que ce Djourachkovitch, accusé d'espionnage, n'était pas accrédité comme agent diplomatique. En fait, il était parfaitement reçu et reconnu comme drogman par les autorités albanaises, par le président lui-même, puisqu'il accompagnait, selon l'usage oriental, son ministre dans les visites officielles : au surplus ses fonctions avaient été notifiées peu de jours encore avant l'incident. D'où échange de lettres où le ministre yougoslave se laisse aller, le 31 mai, à des expressions « singulièrement rigoureuses » à l'égard de l'attitude « brutale et contraire au droit international » du dictateur albanais. De fil en aiguille, le 4, Belgrade rappela son ministre. Ce qui est caractéristique, c'est qu'aussitôt connue l'intention du gouvernement de Belgrade, de rappeler son représentant, Ahmed Zogou fit proposer personnellement à ce gouvernement de relâcher le prisonnier, à la condition que certains termes de la note du 31 mai fussent retirés. Il reconnaissait par là implicitement l'arbitraire de l'arrestation. Plus révélatrice encore est